

LE CHERCHEUR CONFRONTÉ AU CONTEXTE LOCAL. QUELLE INFLUENCE SUR LES PATRIMONIALISATIONS ?

MATTHIEU SALPETEUR & GEOFFROY DE SAULIEU

Matthieu Salpeteur, anthropologue, Institut de Ciència i Tecnologia Ambientals (ICTA), Universitat Autònoma de Barcelona, Espagne.

Geoffroy de Saulieu, archéologue IRD, UMR 208 PaLoc, travaille sur les sociétés précoloniales d'Amazonie équatorienne et d'Afrique centrale atlantique.

RÉSUMÉ – Les questions de l'engagement du chercheur sur le terrain et de son influence éventuelle sur les dynamiques qu'il étudie sont particulièrement saillantes en sciences sociales. On les retrouve dans le cas des processus de patrimonialisations où les chercheurs peuvent être impliqués de multiples manières. Cependant, cette influence potentielle du chercheur est, selon nous, à relativiser au vu de la force des logiques qui sous-tendent localement tout processus de patrimonialisation. À partir de l'étude de deux faisceaux de patrimonialisations, celles ayant cours en Haute-Amazonie puis celles ayant cours dans les royaumes de l'Ouest Cameroun, et en centrant l'analyse sur les dynamiques sociopolitiques et les systèmes de pensée, nous montrons ici comment le contexte local influe sur les mises en patrimoine et, finalement, minimise le rôle pouvant être joué par les chercheurs impliqués dans ces processus. Acteurs, le sommes-nous vraiment ?

MOTS-CLÉS – Engagement du chercheur, patrimonialisations/patrimoines, haute-Amazone, Grassfields, Cameroun, dynamiques sociopolitiques, systèmes de pensée

ABSTRACT – *Researchers versus local contexts. What influence on heritagization processes?* Reflections about the engagement of researchers on the field, the ways they may affect the communities they are working with, are widespread throughout social sciences. Heritagizations, as social processes in which researchers can be involved in a variety of ways, are concerned as well. However, the potential influence of researchers on heritagization processes is to be balanced with the powerful social dynamics underlying such processes, independently of any researcher's agency. As case studies, we examine two sets of heritagization processes, the first located in the Amazonian Highlands and the second in western Cameroon, emphasizing the role of sociopolitical dynamics and of local systems of thought in explaining the local trajectories of heritages. These two examples illustrate well the complexity and the strength of local dynamics and concomitantly the limits to the potential influence of researchers on such processes. Are researchers really actors in heritagization processes?

KEYWORDS – Engaged research, heritage/heritagization, Amazonian highlands, Grassfields, Cameroon, sociopolitical dynamics, systems of thought

INTRODUCTION

Un aspect parfois mis en avant lorsqu'il est question de patrimoines est que l'intervention des chercheurs, dans ce domaine, n'est jamais neutre : leur présence a nécessairement un impact sur les processus en cours, de manière directe ou indirecte. Dans le champ du patrimoine, domaine vaste et parfois difficile à définir, les chercheurs sont en effet amenés à jouer différents rôles, qui supposent différents niveaux d'implication. Cela va de la participa-

tion en tant qu'expert technique à une mise en patrimoine initiée indépendamment du chercheur (muséographie, sélection de contenu, expertise archéologique...), à la production – parfois involontaire – de l'élément déclencheur qui aboutira à la mise en place d'un patrimoine, en passant par l'analyse critique, de l'extérieur, des processus en cours et des enjeux qui les accompagnent. Ainsi, la mise à jour de restes archéologiques peut être assimilée à un processus de production de patrimoine ; la mise en place d'un musée implique nécessairement une influence du chercheur, parfois dès l'introduction de l'idée de recourir à ce type de dispositif, ou au cours de certaines étapes uniquement (processus de sélection des éléments à exposer, scénographie...).

Cette implication – inévitable ? – du chercheur dans les patrimonialisations et la multiplicité des rôles qu'il peut être amené à jouer soulèvent bien des interrogations, qui rejoignent en partie les réflexions développées en anthropologie sociale autour de la question de l'engagement sur le terrain (Agier 1997). Il y a un impératif à la fois pour chaque chercheur, mais aussi à l'échelle de la communauté scientifique, de développer un regard critique, réflexif, sur les processus dans lesquels nous sommes engagés et que nous contribuons à modeler – et c'est notamment l'un des objectifs de cet ouvrage.

Dans ce chapitre, nous proposons de remettre en perspective ce questionnement autour de l'implication et de l'influence potentielle du chercheur sur les processus de mise en patrimoine auxquels il est lié. S'il est indéniable que le chercheur puisse jouer un rôle, celui-ci reste néanmoins tempéré par les dynamiques sociopolitiques profondes, les structures et systèmes de pensée locaux qui sous-tendent les processus de mise en patrimoine, processus qui, rappelons-le, sont souvent associés à des enjeux politiques, économiques et identitaires importants.

Pour mieux montrer ce que de telles dynamiques peuvent avoir comme influence sur les mises en patrimoine, nous nous concentrerons ici sur deux grands types de mécanismes susceptibles d'agir. D'abord les « conceptions du monde », « systèmes de représentations » qui jouent un rôle déterminant pour expliquer les actions

individuelles quotidiennes, notamment parce qu'ils sous-tendent les relations sociétés-environnements. Le rapport aux éléments naturels, aux territoires, aux non-humains, et par répercussion l'éventuelle gestion patrimoniale dont ils font l'objet, sont clairement liés à ces systèmes (Dugast 2002 ; Ingold 2000 ; Smith & Wishnie 2000). Nous mobiliserons ici le modèle des quatre ontologies proposé par Descola (2005) pour explorer cet aspect.

Nous prendrons ensuite comme exemple les dynamiques socio-politiques. Bon nombre de travaux récents, issus notamment de la géographie, ont mis en avant l'importance de la dimension politique et conflictuelle des patrimonialisations : chacun de ces processus de mise en patrimoine s'inscrit en effet dans un contexte spécifique, les différents acteurs en présence (tant à l'échelle internationale qu'au niveau national, local ou micro-local) ont des intérêts souvent divergents (Bondaz *et al.* 2012), et chacune des étapes de la « chaîne patrimoniale » (Heinich 2009) est susceptible de servir de point d'ancrage à des luttes de pouvoir, pouvant aboutir à une éventuelle redistribution des droits d'usage de la ressource concernée dans le cas du foncier ou des ressources naturelles (Requier-Desjardins 2002), ou de sanctuariser une nouvelle configuration des équilibres politiques locaux à différentes échelles. Nous prendrons donc en compte ce second aspect dans le cadre de cette exploration. Ces deux dimensions seront examinées au travers de deux études de cas, l'une en Amazonie équatorienne et l'autre dans la région des Grassfields, au Cameroun.

1. ÉTUDES DE CAS

Cas 1 – Dans la haute Amazonie équatorienne l'ethnie commence par se sanctuariser

Présentation succincte de la région

Le Pastaza est un affluent du Marañón, dont le haut bassin est située en Amazonie équatorienne au pied de la cordillère des Andes

sous une épaisse forêt tropicale comprise entre 200 et 1 000 m d'altitude. La région, très humide, est entrecoupée de multiples rivières. Elle abrite au moins sept ethnies différentes : les Quichuas Canelos, les Achuar, les Shuar, les Huaorani, les Zapara, les Andoas, les Shiwiar. Si les Quichuas Canelos sont le fruit d'une ethnogenèse récente réalisée sous l'influence des missionnaires catholiques depuis trois siècles, les autres communautés, rentrées dans le cadre équatorien durant le XX^e siècle, sont directement issues de dynamiques séculaires. L'on sait grâce aux documents datant de la Colonie, puis de l'Époque Républicaine, que cette région fut le théâtre de changements ethnolinguistiques importants entre les XVII^e et XX^e siècles (Taylor 1986 ; Duche Saulieu 2009). Durant la Colonie, les habitants de la rive sud du Pastaza appartenaient au groupe ethnolinguistique Jivaro, tandis que la rive nord était dominée par des groupes « Zaparo ». Les bouleversements liés à l'intrusion européenne, aux maladies et aux guerres endémiques ont radicalement remodelé la région en l'espace de trois cents ans. Des groupes Jivaro (Shuar et Achuar) se sont installés au nord du Pastaza ; le groupe zaparoan a presque totalement disparu ; une nouvelle ethnie, les Quichuas-Canelos, est apparue. On voit bien que ce processus était encore en cours ces dernières années, car des toponymes quichuas encore lisibles sur les cartes ont récemment été remplacés par des toponymes jivaro, telle la rivière *Tinajayacu*, signifiant en quichua « la rivière de la jarre », remplacé par *Muitzentza* signifiant exactement la même chose en achuar. Aussi, les occupants de certains secteurs se rendent compte, ou se souviennent, qu'ils ne sont pas là depuis longtemps. Les recherches archéologiques dans la région commencent lentement, mais montrent que des dynamiques socio-culturelles sont à l'œuvre depuis fort longtemps. Rares sont les pistes aériennes dans les villages actuels qui ne révèlent pas la présence de milliers de tessons de poteries précolombiennes étalés sur des centaines de mètres. Les Indiens ne les ignorent pas, et connaissent même souvent des sites archéologiques de première importance vers lesquels ils peuvent guider le chercheur (Duche & Saulieu 2009).

Système ontologique et sociopolitique

Les Achuar sont ceux-là même qui ont accueilli Philippe Descola pour son terrain de thèse dans les années 1970-1980 (Descola 1986) et qui ont influencé l'élaboration de l'ontologie animique (Descola 2005). Mais cette ontologie n'est pas l'exclusivité de ce groupe. À l'exception (partielle) peut-être des Quichuas Canelos, tous partageaient encore récemment une vision animique du monde. Elle est fortement battue en brèche ces dernières années par l'activité des missions, notamment protestantes. On peut dire qu'aujourd'hui des schèmes analogiques bâtis de créationnisme biblique et d'enseignements républicains sommaires recouvrent partiellement le vieux substrat animique qui reste encore dominant (mais pour combien de temps ?). Avant l'arrivée des Européens, la conception de la nature par les Indiens était telle que la nature n'était pas séparée de la société, mais la prolongeait par des liens de parentés et par des transformations possibles permettant de passer du côté des hommes ou de celui des autres existants. Il n'y a toutefois pas de hiérarchie entre les uns et les autres, ni avec les esprits qui habitent ici où là. La perception de l'espace n'est pas structurée par la notion de surface délimitée par une frontière. Il s'agit d'un réseau de routes (chemins et rivières), de lieux de pêche ou de zones de chasse ou de lieux particuliers (par exemple habité par une sorte d'esprit) qui forment la trame du territoire. Ce territoire est refondé régulièrement à cause du système de l'horticulture itinérante sur brûlis qui pousse au bout de 30 ans (au maximum) la maisonnée à se déplacer de quelques kilomètres. Ces pratiques cumulées sur des millénaires ont sans doute eu un impact sur certains secteurs de la forêt, en privilégiant les plantes et arbres utiles à l'homme (et à son gibier). Cette proximité vécue avec les plantes et les animaux dans le temps long explique probablement l'existence de savoirs très détaillés relatifs aux plantes et aux animaux, et qui s'expriment à travers une convivialité et une communication particulière vécues par les Indiens avec leurs proies de chasse ou les plantes de leurs jardins. Les Indiens de cette région ne se voient pas comme séparés de la forêt, mais comme partie intégrante de celle-ci, où les uns et les autres se fréquentent, se chassent

et se mangent ; tous les existants se voyant eux-mêmes comme se voient les humains. Et cet ordre des choses est réputé avoir toujours été ainsi. Il n'y a pas de récits historiques ni de généalogie.

Ajoutons que toutes ces ethnies appartenait également au monde défini par Testart (2005) : l'absence de richesse explique l'existence de vendettas sans fin (impossible de dédommager une famille dont on aurait tué l'un des membres, on peut mourir pour un crime commis par son grand-père), il n'y a pas de versements matrimoniaux à l'occasion des unions, etc. L'organisation politique était inexistante : seul le père règne sur sa maisonnée, souvent en état de siège d'ailleurs, à cause des vendettas, et avec plusieurs femmes.

Patrimonialisations aujourd'hui en haute Amazonie

À la suite des guerres amazoniennes entre Pérou et Équateur de 1941 à 1997 liées à la présence de gisements pétroliers, le partage de larges régions forestières a poussé les États équatoriens et péruviens à justifier leur présence et à s'intéresser aux habitants. En Équateur, un investissement considérable a été réalisé, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation. Les Amérindiens ont été encouragés à s'organiser et à avoir une représentation associative ou politique, dont témoigne le foisonnement des organisations officielles. Ainsi, diverses représentations amazoniennes font partie de la CONAIE regroupant l'ensemble des indigènes d'Équateur. Un organe de l'État équatorien, la CODENPE, est chargé de gérer et de reconnaître officiellement les nationalités indigènes. Ces organisations permettent de faire remonter des réclamations au niveau national et tentent, en échange, aux représentations d'assurer leur autorité sur des portions de territoire qui doivent être reconnues au niveau national.

Ainsi, des cartographies des territoires ethniques, issues d'instances publiques, de programmes de développement ou émanant des organisations politiques elles-mêmes, apparaissent sur des posters, des prospectus ou sur Internet. L'examen de ces cartes permet de voir du premier coup d'œil que les rivalités territoriales entre groupes sont multiples et semblent prolonger les vieilles guerres

endémiques des siècles passés. Il ne faut pas penser que ces conflits étaient interethniques ou le sont devenus. Ils étaient plutôt généralisés, sortes de combats de tous contre tous où certains groupes, pour des raisons complexes, ont pu prendre le dessus sur d'autres, et conduire à leur disparition complète. Les conflits territoriaux actuels entre groupes ne font que perpétuer ce phénomène : on ne verra pas de solidarité entre Achuar, Shuar et Shiwiar ou entre Zapara et Andoa contre les autres, alors qu'ils sont théoriquement proches. Même à l'intérieur des confédérations, les querelles sont permanentes, les vendettas internes ne cessent d'amoindrir ces organisations politiques, et les scissions se multiplient. Il est parfois difficile de se repérer dans le foisonnement des organismes. La seule grande différence entre aujourd'hui et jadis, est qu'il y a dans le cadre national équatorien une volonté de fixer définitivement les territoires. La dynamique séculaire doit être figée pour ainsi dire, et ouvre ainsi la voie, à moyen terme, à la généralisation de la propriété foncière. Cette étape passe aujourd'hui par les organisations politiques et locales. Le fait que de nombreuses portions de territoires soient contestées entre confédérations montre bien l'extrême tension qui se joue dans la fixation de limites définitives, contraire à la vision du monde, contraire aux habitudes culturelles et culturelles, étrangère à un espace politique perçu avant tout comme un champ de rivalités et de conflits.

Par ailleurs, une sorte de *revival* a vu le jour. Ce dernier se fonde avant tout sur l'identité ethno-linguistique. Des communautés anciennement considérées comme quichua ou achuar ont apporté la preuve qu'elles descendaient en réalité d'ethnies que l'on croyait disparues, en démontrant la survivance de langues oubliées : les Andoas et Zapara en sont le parfait exemple. Certaines communautés quichuas ont récemment prétendu être des Gaes (ancien groupe zaparoan) mais n'ont pas réussi à se faire reconnaître car la langue n'a pu être retrouvée. Ces demandes de sécession, qui ne sont pas du goût des grandes confédérations indigènes qui se voient amputées de territoire, ne sont en effet recevables que lorsqu'il reste quelques preuves linguistiques. On peut toutefois souligner que chez les peuples « redécouverts », la volonté exprimée de faire revi-

vre l'ancienne langue n'est généralement pas suivie de résultats très concluants. Il est frappant de voir que tout ce qui relève du passé n'est pas investi par les Amérindiens de la région. Les restes archéologiques, pourtant nombreux, ne sont ni instrumentalisés ni perçus comme instrumentalisables. Il faut dire que ni le système social, qui ignore la généalogie, ni la vision du monde animique ne font recours à un passé historique. Le cadre équatorien moderne ne les y incite pas non plus, car une bonne partie des populations ont connu, comme nous l'avons vu, une forte mobilité ces cinq derniers siècles. Une sécession a pour but de détacher une portion territoriale afin de sanctuariser une communauté plus restreinte, où sans doute le contrôle de la communauté sur son avenir et ses leaders paraît plus aisé. Tels des fractals, cela ne fait que multiplier les conflits territoriaux, dans un contexte où la natalité est forte et les bonnes terres cultivables et le gibier se font de plus en plus rares.

Au niveau villageois, quelques expériences montrent les malentendus pouvant apparaître autour de la patrimonialisation. Il n'est pas rare de constater que l'autorité provinciale ou nationale octroie un petit financement pour une réalisation précise. Tel fut le cas du financement d'un service touristique de la province de Pastaza pour une installation d'accueil des touristes, dans la communauté achuar de Muitzentza. Elle a consisté en la construction d'une série de trois maisons dans le secteur appelé *Suritiak*, terme qui signifie « réserve », afin de pouvoir accueillir des visiteurs en pleine jungle. Il faut tout de même préciser que la communauté, qui n'est accessible qu'en avion trois places, se situe à 150 km de la capitale provinciale dans un secteur vierge de route. L'éventualité d'une visite touristique dans cet endroit dépourvu de centre de santé est très basse. En outre, ces maisons se trouvent à 2 h de marche du village, dans une zone impaludée. Le terme de *Suritiak* ne doit d'ailleurs pas nous tromper : il ne s'agit pas d'une réserve de biodiversité, mais d'une réserve de chasse, et l'établissement touristique correspond à ce que les Indiens de la région appellent en quichua une « purina », sorte de maison de vacances située près d'un cours d'eau où les Indiens vont s'installer avec leur famille

pendant les deux mois de saison sèche afin de chasser et de pêcher dans les rivières dont le niveau a baissé par manque de pluie.

Le fait que les organisations indigènes tant au niveau national qu'au niveau local ne perçoivent la patrimonialisation qu'en terme territorial afin de se prémunir de l'extérieur, ne doit pas cacher un paradoxe. Il n'y a pour l'instant pas de discours réactionnaire (réclamant un retour à un état antérieur ou un rejet de l'État équatorien), ou de rejet des colons métisses, car ici la patrimonialisation est saisie comme une opportunité politique, tant par les leaders que par les communautés elles-mêmes qui veulent se voir exister dans le cadre national. Par ailleurs, les Indiens amazoniens, comme le reste de la société équatorienne, aspirent fortement à faire pleinement partie de la société de consommation. Aujourd'hui, les Achuar de Muitzentza ont une passion pour l'*ecuavolley* (adaptation équatorienne du volleyball) et écoute en boucle des CD de musique populaire. Ils n'ont pas de regret pour l'abandon de certaines de leurs traditions dont ils ont bien conscience qu'ils les délaissent : personne ne regrette, par exemple, l'état de guerre permanent dans lequel vivaient leurs grands parents, alors que la guerre structurait en grande partie la culture achuar. Les femmes apprécient les récipients métalliques et les réservoirs en plastique qui les libèrent de la fabrication potière. Les toitures en tôle ondulée remplacent peu à peu les couvertures traditionnelles car elles permettent de recueillir l'eau de pluie, etc. Le discours culturel national a d'ailleurs tendance à folkloriser les indigènes amazoniens, ce qui ne les encourage pas à se saisir réellement d'une patrimonialisation des us et coutumes. Une réinvention des traditions sous forme de sagesse écologique, *new age*, est par contre diffusée avec succès tant auprès des touristes que des jeunes générations. Mais l'observateur peut avoir quelques distances avec ce discours sur l'environnement qui n'a pas grand chose à voir avec les anciennes traditions.

C'est sans doute parce que la nature n'est pas séparable de la société, et le passé sans résonance avec leur vision du monde, que les Indiens de la région ne conçoivent la patrimonialisation que pour eux-mêmes, à travers une mainmise territoriale.

Cas 2 - Patrimoines et royautés dans la région des Grassfields

Présentation succincte de la région

La région des Grassfields, située à l'ouest du Cameroun, constitue un ensemble caractérisé à la fois par une cohérence géographique (hauts plateaux d'origine volcanique) et par une certaine homogénéité linguistique et culturelle, notamment du fait qu'elle abrite plus d'une centaine d'unités sociopolitiques centralisées, qualifiées selon les auteurs de chefferies ou de royaumes (Warnier 2009) qui partagent de nombreux traits et institutions. Cette région est fortement peuplée, la densité démographique moyenne était en 1994 de 168 hab/km², pouvant dépasser ponctuellement les 600 hab/km² (Fosting 1994). Elle est réputée être le « grenier agricole de l'Afrique centrale », les conditions pédoclimatiques permettant de bons rendements et plusieurs récoltes par an. Cette zone est habituellement partagée en trois grands ensembles qui, bien qu'ayant avant tout une dimension spatiale, ont été assimilés, dès l'arrivée des premiers Européens dans la région à la fin du XIX^e siècle, à des ensembles culturels, à des groupes ethniques. L'on parle ainsi des *Bamoum*, dont le sultanat occupe la partie orientale de cette zone, des *Bamiléké* au sud-ouest des plateaux, et enfin des *Bamenda* ou des *Grassfields*, qui occupent la partie nord des plateaux, aujourd'hui en zone anglophone. Si ces ethnonymes sont clairement le fruit d'un processus historique récent, ils ont été progressivement adoptés par les populations locales et intégrés au discours officiel sur la nation camerounaise, l'autochtonie étant l'un des leviers politiques sur lesquels joue le régime actuel (Geschiera 2009).

L'histoire de la région s'inscrit dans la longue durée, comme l'ont montré les fouilles archéologiques réalisées dans la région (Warnier 1984 ; Assombang 1988 ; Lavachery 1998, 2001 ; Cornelissen, 2003). La mise en place des royaumes des Grassfields en particulier est pour le moment impossible à dater, mais elle pourrait remonter au moins au IX^e siècle, comme l'indique de manière indirecte la découverte de la tombe « royale » de Igbo-Ukwu qui conserve des objets rappelant certains symboles de

pouvoir dans les Grassfields (Shaw 1970, 1979). L'étude des traditions orales révèle par contre que les royaumes constituent le cadre majeur de la mise en récit de cette histoire par les populations locales. Ainsi, chaque royaume dispose de son récit de fondation, mettant généralement en scène un chasseur venu d'ailleurs qui a su conquérir le pouvoir grâce à sa ruse ou à sa prodigalité, puis, par conquêtes successives, a su étendre les limites de ce qui devint un royaume. Cette histoire s'inscrit dans un territoire délimité par des frontières, divisé en quartiers, organisé autour du palais royal, des palais de rois conquis ; chaque royaume abrite également un ensemble de « sanctuaires boisés » (Juhé-Beaulaton *et al.* 2010), dotés d'une fonction rituelle mais également très souvent associés à des épisodes historiques (Salpeteur 2010).

Et, comme nous allons le voir, les royaumes sont le berceau de dynamiques sociopolitiques qui concernent directement les phénomènes de « mise en patrimoine ».

Système ontologique

Le rapport aux non-humains s'organise, dans la région des Grassfields, selon des principes qui renvoient au modèle analogique, si l'on reprend le modèle des quatre ontologies de Descola (2005). Ce système ontologique, fondé sur la dissimilarité des intériorités et des physicalités, est caractérisé par un système dans lequel l'essence des différents existants repose sur un ensemble de substances distribuées de manière hétérogène entre les différents humains et non-humains. L'une des caractéristiques de ce régime ontologique est que l'établissement de classifications ou de rapports entre les différents existants est rendu difficile par cette grande hétérogénéité de « contenu » entre existants, d'où un recours fréquent à l'analogie. La fonction des spécialistes rituels est notamment liée à la mise en place et au maintien de ces analogies symboliques, et centrée sur le maintien d'un équilibre relatif des substances qui constituent chaque individu, au contrôle des flux de substances entre existants (Descola 2005 : 314). Le système rituel et ontologique, dans la région des Grassfields, repose en particulier sur une force invisible ou « puissance de vie » appelée *keè* ou *fè*, pré-

sente à la fois chez les humains et les non-humains. L'action sur cette force et sa maîtrise est au cœur de nombreuses pratiques ; le pouvoir des spécialistes rituels de s'adjoindre un alter-ego animal (le *pi*, qui est fortement similaire au *tona*) passe notamment par le contrôle de cette énergie (Salpeteur 2009 ; Pradelles de Latour 1997) ; la capacité d'action dans le « monde invisible » dépend à la fois du contrôle de cette force mais également d'autres substances-pouvoirs réputées être présentes dans le corps de l'individu (et pouvant faire l'objet d'une recherche concrète, par autopsie, voir Salpeteur & Warnier 2013 ; Salpeteur 2013).

Le rapport à la terre, dans cette région, passe par l'établissement de relations avec un ensemble de divinités tutélaires associées au territoire ; ces puissances jouent un rôle à différentes échelles. Au niveau des concessions lignagères, tout d'abord, puisque chaque installation sur de nouvelles terres requiert l'identification de l'arbre abritant la divinité tutélaire du lieu qui, une fois une relation nouée à travers divers rituels, deviendra « l'arbre sacré » de la concession (Pradelles de Latour 1997 : 52). On retrouve ensuite ce type de divinités tutélaires au niveau des hameaux, quartiers et des royaumes, dans une série de sites qui prennent très souvent la forme de sanctuaires boisés. Ce panthéon réparti sur tout le territoire est organisé de manière hiérarchique, suivant d'une certaine manière l'organisation territoriale des royaumes : les « petits dieux » de concession ou de hameaux ne sont réputés avoir une influence que sur un espace restreint ; plus on monte dans l'échelle des niveaux, plus le territoire sur lequel ces divinités ont une influence sera grand, plus le « bois sacré » associé sera de grande taille. Ces divinités jouent un rôle lignager, mais elles interviennent également dans de nombreux rituels thérapeutiques ou de « bénédiction », effectués au sein des sanctuaires boisés, qui impliquent une manipulation des « forces vitales » telles le *ŕe*.

Un grand nombre de ces sites sacrés sont associés à l'histoire locale, notamment aux récits de fondation des royaumes, telle qu'elle est rapportée par les traditions orales. Ainsi, certains sites marquent les précédents emplacements d'un palais royal, avant qu'une conquête ou qu'une annexion n'oblige à le déplacer ; tel

autre site marque le lieu où l'alliance fondatrice entre deux lignages a été scellée ; tel autre recèle plusieurs autels dont certains ont été érigés en l'honneur de nouvelles divinités ayant joué un rôle dans la pacification du royaume après un épisode de guerre civile...

Patrimonialisations aujourd'hui dans les Grassfields

L'État moderne camerounais, avec son administration, son découpage du territoire et ses lois, participe à la gestion de la vie collective dans la région des Grassfields. Mais les rois, leurs cours et l'ensemble des confréries et associations liées aux palais continuent également de jouer un rôle important dans la vie quotidienne des populations rurales. D'une part parce que, de façon très concrète, les rois sont auxiliaires d'administration et ont autorité pour juger les affaires ne relevant pas du droit pénal (notamment les questions foncières ou de succession) ; d'autre part parce que les royaumes et leur organisation spécifique, leurs territoires, leurs quartiers et leurs institutions (conseils de notables, confréries à fonction rituelle, classes d'âge de guerriers, mais aussi aujourd'hui associations de jeunesse, conseils de développement) constituent le cadre commun de la vie quotidienne. Un aspect qui nous intéressera plus particulièrement ici est que ces royaumes sont le berceau de dynamiques sociopolitiques que l'on peut rapprocher du phénomène du « retour des rois » tel qu'il a été décrit ailleurs sur le continent africain (Perrot & Fauvelle-Aymar 2003) : dans un contexte politique qui associe plusieurs échelles, du local au national, les autorités traditionnelles sont entrées en compétition avec de nouvelles élites (économiques, intellectuelles, politiques), et dans le même temps ont accès à un éventail étendu de ressources pour asseoir et renforcer leur légitimité pour réinventer une nouvelle modernité politique. L'ouverture au multipartisme et le mouvement de « privatisation de l'État » (Hibou 1999) des années 1980 et 1990, qui ont abouti à un réinvestissement des autorités traditionnelles (Geschiere 2014), ont joué un rôle important à ce niveau.

Par exemple certains rois investissent l'arène politique nationale en devenant membre du parti présidentiel ou députés, tel le roi de Mankon (Warnier 2009) ; certains s'investissent dans le développe-

ment économique de leur royaume, avec l'aide d'ONG locales ou internationales, ou vont s'appuyer sur les « traditions » pour mettre en avant l'identité culturelle du royaume, parfois en réactivant d'anciennes pratiques ; d'autres encore associent plusieurs de ces stratégies. Dans ce contexte, le « patrimoine culturel » est à appréhender comme une ressource sur laquelle les autorités traditionnelles peuvent s'appuyer pour asseoir leur légitimité ou marquer leur différence avec les nouvelles élites.

Ces dynamiques sociales spécifiques constituent aujourd'hui le berceau de processus de patrimonialisations hétérogènes. Les sanctuaires boisés, évoqués plus haut, font l'objet ponctuellement d'initiatives de protection ou de « re-sacralisation » qui visent non pas à conserver des massifs forestiers ayant un intérêt en termes de biodiversité, mais à établir des forêts sacrées de taille et de densité suffisantes pour protéger les « affaires de la chefferie », ainsi qu'à maintenir le couvert végétal associé aux divinités tutélaires du territoire. L'association étroite entre forêt sacrée et pouvoir royal est en partie le moteur de ces processus, que l'on peut alors percevoir comme un moyen d'augmenter le prestige associé au pouvoir royal. Mais le régime analogique, parce qu'il repose ici en partie sur une association des substances vitales aux sites sacrés, joue également un rôle, parce qu'il implique une forme d'attachement spécifique à certains points du territoire, les sanctuaires boisés, ainsi qu'à la végétation associée.

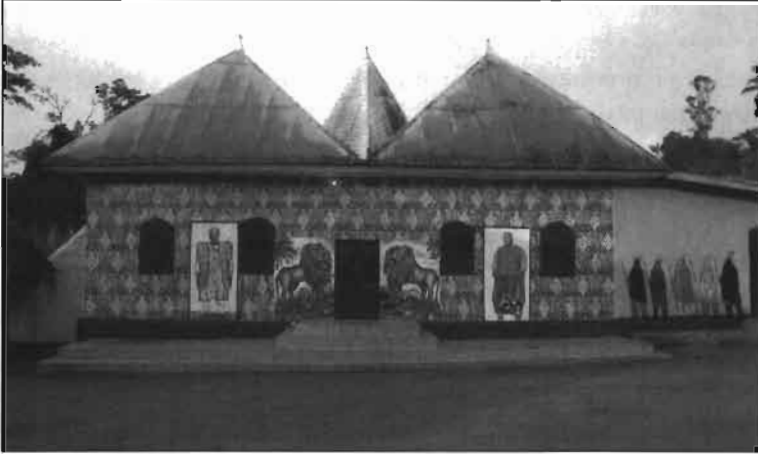
Dans un registre différent, de nombreux royaumes des Grassfields organisent de nos jours un « festival culturel » annuel ou bisannuel. Ces festivals associent en un même moment pratiques rituelles (protection du royaume, offrandes aux ancêtres royaux, sorties des confréries secrètes du palais...) et événements « populaires » destinés à la jeunesse : matches de football, concours de danse et bals... Si la volonté affichée est de mettre en valeur la culture des royaumes auprès de visiteurs extérieurs, une grande part des activités est en fait destinée aux populations des royaumes. On retrouve donc des ressorts similaires au cas des forêts sacrées : à travers ces festivals, le pouvoir des rois et des institutions liées aux palais est mis en scène et « réactualisé ».

Ces dynamiques locales de mise en valeur des institutions traditionnelles des royaumes sont entrées ces dernières années en résonance avec des initiatives venues de l'extérieur : dans les années 1980, un projet de création de musées avait été initié dans la région, avec l'aide de la coopération italienne, qui avait abouti à la création de musées dans quatre de ces royaumes. Plus récemment, en 2006, un programme de mise en valeur du patrimoine culturel et naturel de la région, la « route des chefferies », a été lancé en partenariat avec la ville de Nantes en coopération décentralisée. Ce programme a abouti à la création d'un musée central, le musée des civilisations, dans la ville de Dschang, et a surtout permis de créer un réseau de royaumes partenaires qui ont la possibilité de créer leurs propres musées (appelés cases patrimoniales) ou de mettre en place des structures d'accueil touristiques. D'une certaine manière, ce type de



Cour intérieure et entrée de la case patrimoniale du palais de Bafoussam, Ouest-Cameroun. © Y. Girault, Paloc

projet a offert une nouvelle ressource aux autorités traditionnelles : la mise en place des musées passe nécessairement par les rois, représentants légitimes des populations locales. L'accent, dans ces cases patrimoniales, étant mis sur les « traditions », les institutions



Vue de l'une des façades du palais de Fondjomekwet, Ouest-Cameroun. On distingue les représentations des lions, emblèmes royaux par excellence, ainsi que les portraits de deux des précédents rois. Les peintures ont été refaites en 2012.
© Y. Girault et chefferie supérieure de Fondjomekwet.

des royaumes – au premier rang desquels le pouvoir royal – sont mises en avant dans la muséographie.

Le programme de la « route des chefferies » a développé un volet « patrimoine naturel » qui vise à identifier les sites et éléments paysagers dignes d'intérêt pour une valorisation touristique. Assez logiquement, les sites particulièrement remarquables, tels les chutes d'eau, les pics rocheux, ont très vite été identifiés comme potentiels lieux de visite. Certains sanctuaires boisés, parce qu'ils recèlent une dimension culturelle ou historique importante, ont aussi été sélectionnés dans quelques royaumes. On voit ici se croiser des logiques très différentes qui se rejoignent autour d'objets à patrimonialiser.

2. DISCUSSION

Dans le cas équatorien, c'est la ressource foncière qui est saisie et mise en patrimoine au moyen d'outils juridiques pourvus par

l'administration étatique. Cette construction des territoires indigènes est le fait de groupes politiques finalement assez récents, groupes représentant légalement les communautés indiennes sur la scène nationale, mais clairement distincts des structures amérindiennes traditionnelles. Et c'est par le truchement de ces nouvelles entités politiques que la mise en patrimoine se réalise, selon des logiques et des intérêts locaux assez disparates. La patrimonialisation est ici un outil permettant de sécuriser l'accès aux terres agricoles et aux zones forestières riches en gibier, et a principalement une visée économique, tout en servant les intérêts de nouvelles élites politiques qui œuvrent en représentants des communautés indiennes, et fabriquent pour ainsi dire, les nouvelles autorités traditionnelles. Si les revendications territoriales sont le fait de communautés restreintes, ces communautés, et les individus/associations qui les représentent, n'ont rien à tirer de données archéologiques qu'ils pourront très difficilement lier à eux, et utiliser comme une preuve de profondeur historique. On constate d'ailleurs que le recours au passé en général ne mobilise pas leur attention, notamment parce que le passé en haute Amazonie est du ressort du domaine de mythes qui explorent la thématique de la transformation, du passage entre êtres humains et non-humains, point focal de l'animisme. Aussi peut-on penser qu'en raison de ces visions du monde, la patrimonialisation de certains objets reste sans échos. Selon Descola (2005), l'animisme se caractérise par « une continuité des intériorités » entre humains et non-humains (les animaux, les plantes et les hommes ont la même intériorité, la même réflexivité), et une « discontinuité des physicalités » (les corps sont dissemblables). Il paraît plausible de penser que, dans cette vision du monde, une patrimonialisation qui ne viserait, par exemple, que la protection de l'environnement, serait énigmatique : pourquoi ne protéger qu'une partie des physicalités alors que les intériorités sont de même nature, et que le passage d'un monde à l'autre est possible ?

Mettre en contraste la haute Amazonie et l'ouest du Cameroun fait ressortir des différences qui peuvent laisser penser que les perceptions locales des notions de richesse (bref du « type de monde »

au sens où Testart l'entendait) interagissent avec les processus de patrimonialisation.

En effet peut-être faut-il rapprocher le fait qu'en Amazonie la patrimonialisation se conçoit comme un processus global, avec l'absence jusqu'à très récemment de la propriété foncière, de la richesse et de l'idée de son accumulation. L'aspect communautaire de la patrimonialisation pourrait être l'un des moyens de contrôler l'émergence des chefs et de bloquer l'accaparement.

Le cas équatorien contraste avec les Grassfields où la patrimonialisation présente un aspect plus segmentaire, parcellaire. Rappelons que dans les Grassfields la notion de propriété foncière était vraisemblablement absente avant l'arrivée des Européens. Mais cela a changé très rapidement, probablement en raison d'une certaine prédisposition liée à l'organisation socio-économique. En effet, l'idée d'accumulation est centrale dans cette région et s'impose comme l'un des moteurs de ces sociétés ; à tel point que le roi lui-même en est une sorte d'incarnation puisqu'il est perçu comme un contenant, « un roi pot » pour reprendre l'expression de Warnier (2009). Aussi de nombreux phénomènes impliquant richesse et capital peuvent être signalés : accumulation d'une clientèle d'obligés et de dépendants pour les chefs de lignage et les rois (les traditions orales de création des royaumes le mentionnent très souvent : deux chefs de lignage qui se sont opposés, chacun avec « sa population », ses gens...), accumulation d'épouses (force de travail, tout comme les « cadets sociaux », les hommes non mariés qui dépendent du chef de lignage pour tout, surtout pour se marier), accumulation de titres de notabilité dont il faut souvent payer les droits, systèmes de tontines...

Or la patrimonialisation dans les Grassfields est en grande partie orchestrée par les élites traditionnelles (rois, notables). On voit que ce n'est pas la ressource foncière qui est mise en avant, mais toute une série de « ressources culturelles » qui sont sélectionnées, mises en scène à travers les festivals et les musées. Les processus de patrimonialisation, ici encore, s'inscrivent dans un contexte socio-politique bien spécifique et d'une certaine manière servent les intérêts de certains acteurs.

Mais si les autorités traditionnelles vont mobiliser la patrimonialisation pour asseoir leur légitimité essentiellement au niveau local, les critiques qui leurs sont faites peuvent également se retourner contre le patrimoine, ce qui peut expliquer certains échecs patents de patrimonialisation.

Nuançons toutefois. Si l'on reconnaît que cette dimension oriente, ou teinte, le phénomène, s'il est évident qu'il aide à en mieux comprendre les enjeux et les difficultés, il est toutefois difficile d'établir un lien causal entre le type de patrimonialisation que l'on observe et une typologie associant économie, organisation politique et organisation sociale. Exactement comme la mise en parallèle entre patrimonialisation et vision du monde. Ce sont d'abord les dynamiques locales créées par la patrimonialisation qui priment ; dynamiques où, certes, le contexte anthropologique joue, où, certes, le chercheur s'inscrit, mais où chaque élément est loin d'être le seul à intervenir.

3. CONCLUSION

Les enjeux et les conflits qui peuvent émerger autour d'un objet patrimonialisé peuvent être très variables, apparaître à différents niveaux. On prendra ici l'exemple donné par Herzfeld (1991) dans son étude sur la patrimonialisation du centre historique de la ville de Rethemnos, en Crète. L'auteur montre comment un tel objet patrimonialisé peut faire l'objet d'enjeux et servir de support à des conflits entre acteurs à différentes échelles, entre voisins mais aussi entre habitants de la ville et fonctionnaires de l'état, etc. Les enjeux locaux peuvent être extrêmement complexes et avoir une influence déterminante sur la reconnaissance et la légitimation d'un patrimoine. D'autres auteurs appréhendent les processus de patrimonialisation comme étant l'expression de rapports de domination, voire d'une « violence symbolique » (Veschambre 2008) pouvant aboutir à l'appropriation par un groupe de la mémoire locale, des ressources, du territoire (Gravari-Barbas & Veschambre 2003).

Si d'un côté le chercheur joue un rôle dans la mise en valeur du patrimoine, de l'autre son action et la réception de ses activités passera nécessairement par un filtre local, et la mise en patrimoine se fera selon des logiques étrangères à la démarche du chercheur, même plein de bonne volonté. Un regard critique sur les processus en cours dans lesquels le chercheur est pris est nécessaire, mais doit le pousser à se demander s'il est vraiment acteur. Il sait en effet qu'une action, y compris la sienne, est toujours le fruit d'une époque précise. En revanche, il oublie trop souvent ce que Leroi-Gourhan soulignait déjà en son temps : une société n'adopte que des innovations qu'elle est déjà capable d'inventer. Acteurs, le sommes-nous vraiment ?

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AGIER M. (éd.) 1997. *Anthropologues en dangers. L'engagement sur le terrain*. Paris : Jean-Michel Place.
- ASSOMBANG R. 1988. *Bamenda in Prehistory (The Evidence from Fiye Nkwé, Mbi Crater and Shum Laka Rockshelters)*, PhD Thesis, University College London.
- BONDAZ J., ISNART C. & LEBLON A. 2012. « Au-delà du consensus patrimonial. Résistances et usages contestataires du patrimoine », *Civilisations*, 61(1) : 9-21.
- CORNELISSEN E. 2003. "On Microlithic Quartz Industries at the End of the Pleistocene in Central Africa : The Evidence From Shum Laka (NW Cameroon)", *African Archaeological Review*, 20(1) : 1-24.
- DESCOLA PH. 1986. *La Nature domestique. Symbolisme et praxis dans l'écologie des Achuar*. Paris : Éditions des Sciences de l'Homme.
- DESCOLA PH. 2005. *Par-delà nature et culture*. Paris : Gallimard.
- DUCHE C. & SAULIEU G. DE 2009. *Pastaza Precolombino*. Quito : Abya Yala.
- DUGAST S. 2002. « Modes d'appréhension de la nature et gestion patrimoniale du milieu » (31-78), in Cormier-Salem M.-C., Juhé-Beaulaton D., Boutrais J. & Roussel B. (éd.), *Patrimonialiser la nature tropicale. Dynamiques locales, enjeux internationaux*. Paris : IRD Éditions.
- FOTSING J.M. [1994]. « Évolution du bocage Bamiléké », in Roose E., Introduction à la gestion conservatoire de l'eau, de la biomasse et de la fertilité des sols – *Bulletin pédologique de la FAO*, 70, <http://www.fao.org/docrep/t1765f/t1765f0z.htm#probl%C3%A9matique>.
- GESCHIERE P. 2009. *The Perils of Belonging : Autochthony, Citizenship and Exclusion in Africa and Europe*. Chicago : The University of Chicago Press.
- GESCHIERE P. 2014. *Witchcraft, Intimacy and Trust. Africa in comparison*. Chicago : University of Chicago Press.
- GRAVARI BARBAS M. & VESCHAMBRE V. 2003. « Patrimoine : derrière l'idée de consensus les enjeux d'appropriation de l'espace et des conflits » (67-82), in Melé P., Larrieu C. & Rosemberg M. (éd.), *Conflits et territoires*. Tours : PUF.
- HEINICH N. 2009. *La fabrique du patrimoine. De la cathédrale à la petite cuillère*. Paris : Maison des Sciences de l'Homme.
- HERZFELD M. 1991. *A Place in History : Monumental and Social Time in a Cretan Town*. Princeton : Princeton University Press.
- HIBOU B. (dir.) 1999. *Privatisation des États*. Paris : Karthala.
- INGOLD T. 2000. *The Perception of the Environment: Essays on Livelibood, Dwelling and Skill*. London-New York : Routledge.
- JUHE-BEAULATON D. (dir.) 2010. *Forêts sacrées et sanctuaires boisés. Des créations culturelles et biologiques (Burkina Faso, Togo, Bénin)*. Paris : Karthala.
- LAVACHERY Ph. 1997-1998. *De la pierre au métal. Archéologie des dépôts holocènes de l'abri de Shum Laka (Cameroun)*, Thèse de doctorat, université libre de Bruxelles.
- LAVACHERY Ph. 2001. "The Holocene Archaeological Sequence of Shum Laka Rock Shelter (Grassfields, Western Cameroon)", *African Archaeological Review*, 18(4) : 213-247.
- PERROT C.-H. & FAUVELLE-AYMAR F.-X. (dir.) 2003. *Le retour des rois : les autorités traditionnelles et l'État en Afrique contemporaine*. Paris : Karthala.

- PRADELLES DE LATOUR Ch.-H. 1997. *Le crâne qui parle* (deuxième édition de Ethnopsychanalyse en pays bamiléké). Paris : EPEL.
- REQUIER-DESJARDINS M. 2002. « Du territoire pastoral au patrimoine d'éleveurs. Étude économique de pâturages aménagés par un projet agropastoral (Nord-Cameroun) » (259-282), in Cormier-Salem M.-C., Juhé-Beaulaton D., Boutrais J. & Roussel B. (dir), *Patrimonialiser la nature tropicale. Dynamiques locales, enjeux internationaux*. Paris : IRD Éditions.
- SALPETEUR M. 2009. *Du palais à l'autopsie. Les douleurs animales dans une chefferie Bamiléké*, Thèse de doctorat en anthropologie, Muséum National d'Histoire Naturelle, Paris.
- SALPETEUR M. 2010. « Espaces politiques, espaces rituels : les bois sacrés de l'Ouest-Cameroun », *Autrepart*, 55 : 19-38.
- SALPETEUR M. 2013. « Quand l'invisible devient visible. Autopsie publique, lutte contre la sorcellerie et équilibres politiques locaux dans les hautes-terres de l'Ouest-Cameroun », *Anthropos*, 108(2) : 515-530.
- SALPETEUR M. & WARNIER J.-P. 2013. "Looking for the truth through vernacular public autopsy in Cameroon", Special issue "The Vitality & Efficacy of Human Substances", *Critical African Studies*, 5(3) : 153-174.
- SMITH E.A. & WISHNIE M. 2000. "Conservation and subsistence in small-scale societies", *Annual Review of Anthropology*, 29 : 493-524.
- TAYLOR A.-C., 1986. « Les versants orientaux des Andes septentrionales : des Bracamoros aux Quijos », in Renard-Casevitz F.-M., Saignes T. & Taylor A.-C. (éd.), *L'Inca, l'Espagnol et les sauvages* (217-352). Paris : Association pour la Diffusion de la Pensée Française.
- TESTART A. 2005. *Éléments de classification des sociétés*. Paris : Errance.
- VESCHAMBRE V. 2008. *Traces et mémoires urbaines, enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- WARNIER J.-P. 1984. « Histoire du peuplement et genèse des paysages dans l'ouest camerounais », *Journal of African History*, 25 : 395-410.
- WARNIER J.-P. 2009. *Régner au Cameroun. Le Roi-Pot*. Paris : Karthala.

Salpeteur M., Saulieu Geoffroy de (2015)

Le chercheur confronté au contexte local : quelle influence sur les patrimonialisations ?

In : Suremain Charles-Edouard de (ed.), Galipaud Jean-Christophe (ed.). *Fabric-acteurs de patrimoine : implication, participation et postures du chercheur dans la patrimonialisation*

Igé (FRA) ; Marseille : L'Etrave ; IRD, p. 85-107

ISBN 978-2-359-92031-4